

**Charte Forestière de Territoire du Trièves,
2014-2020**

Plan d'action

Version de travail du 26 mars 2014

Table des matières

Introduction	3
1. EXPLOITER	4
I.1 – Améliorer la desserte, dans la continuité du schéma existant	4
I.2 – Davantage mobiliser de volumes en bois.....	6
I.3 – Accompagner les propriétaires publics et privés pour une meilleure gestion forestière	8
2. Valoriser	10
II.1 Développer la filière bois autour du pôle bois de Saint Michel Les Portes	10
II.2 – Accompagner les entreprises de la filière vers des projets mutualisés et des groupements d'entreprise soutenir la mise en place d'outils de 2 ^{de} transformation sur le territoire Alpes Sud Isère.....	12
II.3 – Développer la labellisation et la qualification mécanique des bois en intégrant les artisans et architectes à la réflexion, accompagner l'adaptation des entreprises aux réglementations thermiques 2012 et 2020	14
3. Connaître	16
III.1 – Étudier l'impact des prélèvements de résidus de coupe pour le bois-énergie sur la régénération du milieu forestier.....	16
III.2 – Étudier l'impact des systèmes de taillis à rotation courtes et leur potentiel local	18
III.3 – Étudier les questions de repeuplement en forêt publique et les impacts du gibier, faire le relais de préconisations auprès des communes.....	20
4. Encourager	22
IV.1 – Valoriser le potentiel sylvo-touristique du territoire	22
IV.2 – Former les habitants à la maîtrise de l'énergie, et à la bonne utilisation du bois énergie, en s'appuyant sur le tissus associatif local et le jeune public.....	24
IV.3 – Valoriser le rôle environnemental de la forêt.....	26
5. Animer et évaluer la charte forestière du Trièves	28
Hiérarchisation des actions.....	29
Annexe 1: Composition du comité de pilotage	30
Annexe 2: Plan d'action de la CFT Sud Isère.....	31

Ce document représente le volet opérationnel de la future charte forestière de territoire du Trièves. Il s'appuie sur un état des lieux issu du bilan de la première Charte Forestière, ainsi que sur le travail de concertation réalisé au cours du projet Européen « Bio-Régions » qui visait à faire émerger des projets de valorisation énergétique de la Biomasse.

A l'issue des projets Charte forestière et Bio-Régions, un ensemble d'actions a été recensé comme répondant aux enjeux locaux de la filière bois et de la valorisation de la forêt Trièvoise. Ces actions ont été présentées à différents ateliers de travail au printemps 2013, puis elles ont fait l'objet d'un travail plus ciblé entre partenaires autour d'actions spécifiques pour aboutir au printemps 2014 au présent plan d'action.

Aujourd'hui la charte forestière s'inscrit de manière transversale dans différentes stratégies locales de développement de la communauté de communes du Trièves. Ainsi, lorsque c'est le cas, chacune des actions ci-dessous est mise en lien avec ces différents projets de développement local :

- **Territoire à Énergie Positive (TEPOS)** : La communauté de communes a été lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME et de la Région Rhône Alpes. Appuyé sur la biomasse, le projet de transition énergétique Trièvois compte sur un développement important de la filière bois-énergie, et plusieurs actions sont donc conjointes entre les plans d'action.
- **Plan de Paysage** : La communauté de communes s'inscrit actuellement dans un « Plan de Paysage » tel que défini par la DREAL. A l'issue d'un diagnostic en 2014, un plan d'action va être défini et mis en application à partir de 2015. Nous avons donc identifié les actions pouvant être mise en lien avec ce plan d'action.
- **Action économique** : En pleine réflexion sur son positionnement économique, la communauté de communes souhaite notamment s'appuyer sur ses ressources locales, dont la filière bois. A ce titre, plusieurs actions pourront être menées de manière conjointes avec le service développement économique, une fois que sa stratégie sera précisée.
- **Autres services** : Les actions concernant le sylvo-tourisme s'appuieront sur le service tourisme de la communauté de communes, ainsi que sur le service vie scolaire et notamment les EMALA¹ qui sont un bon relais de sensibilisation des scolaires. Certaines activités liées aux nouveaux rythmes scolaires porteront sur la forêt et la filière bois.

Par ailleurs, nous travaillons en partenariat étroit avec la Charte forestière du Sud-Isère, particulièrement à travers plusieurs actions menées à l'échelle du CDDRA Alpes-Sud-Isère. La proximité géographique des deux territoires permet aussi d'envisager des actions conjointes de sensibilisation et de nombreux échanges thématiques peuvent être imaginés car les enjeux des deux territoires se rejoignent. Ainsi, les différents liens entre les actions de la présente charte avec la charte du Sud-Isère ont été indiqués pour chaque fiche action.

Pour finir, ce plan d'action correspond à une réponse aux enjeux identifiés au début de l'année 2014 et aux différentes réponses envisagées à cette période. Il pourra naturellement s'enrichir de nouvelles actions impulsées localement par les nombreux partenaires de la charte forestière.

1 Équipe mobile académique de liaison et d'animation, intervenant auprès des écoles primaires

1. EXPLOITER

I.1 – Améliorer la desserte, dans la continuité du schéma existant

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Moyenne

L'amélioration du réseau de desserte en terme de routes structurantes et de places de dépôt doit permettre d'améliorer les conditions de mobilisation des bois, ainsi qu'une meilleure valorisation et une meilleure gestion par l'abaissement des coûts d'exploitation, et par la possibilité de mieux trier les bois sur place de dépôts, notamment lorsqu'il y a la possibilité de valoriser du bois énergie.

Le réseau de desserte doit également répondre à la multifonctionnalité de la forêt, c'est-à-dire être compatible avec les contraintes environnementales et paysagères,

Permettre l'accueil du public en forêt, et participer à la gestion des risques (notamment DFCI²).

Par ailleurs, la possibilité de valoriser les résidus de coups en bois énergie est conditionnée par une desserte et des espaces de stockage adaptés. Ces pratiques doivent être anticipées dès la définition du projet.

L'objectif est ici d'augmenter le volume d'exploitation au-dessus de son niveau actuel, et d'engager une réflexion sur d'éventuelles aides à l'exploitation.

Sous-Actions

1. Exploitation du schéma de desserte réalisé par la mise en place d'un dispositif d'animation locale. Afin de renforcer l'efficacité de cette action, une hiérarchisation des projets sera réalisée en fonction de leur faisabilité et la priorité sera donnée aux projets les plus réalistes. L'outil de suivi de la programmation du schéma de desserte établi pendant la CFT1 devra être remis en place
2. Amélioration et suppression des points de conflit avec la voirie et actions de sensibilisation des entreprises de travaux forestiers et transporteurs sur la réglementation à appliquer sur les chantiers en bord de voirie.

Moyens

La desserte et les points de conflit sont intégrés dans les missions du « 1/3 temps CRPF » actuellement financé actuellement par la région Rhône-Alpes. La communauté de communes accompagne cette mission (suivis annuels, objectifs fixés conjointement) et devra en assurer la continuité si elle n'était pas reconduite par la Région. La Chambre d'agriculture, dans le cadre du PPRDF Isère, pourra aussi être mobilisée pour l'accompagnement des propriétaires privés en lien avec le CRPF.

Le FEADER (action 18-C1 « desserte forestière » sera mobilisé pour un taux de financement de 70 ou 80 % de subvention). Le PSADER pourra être mobilisé pour le financement de la création ou de l'aménagement de places de dépôt.

Par ailleurs, la communauté de communes fait le lien avec les autres utilisateurs potentiels du réseau de desserte, dans la continuité de la concertation établie lors de la définition du schéma de desserte.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Nous reconduisons l'objectif établi dans la première charte de 7 kilomètres de pistes forestières créés, pour 5 projets réalisés (route forestière de Clelles et Le Percy, prolongement de la piste sur

2 Défense de la forêt contre les incendies

Monestier, création et prolongement de piste sur Tréminis, étude du projet de Saint Michel Les Portes). Nous fixerons comme objectif le solutionnement de 13 points de conflits.

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : CRPF / communauté de communes / Conseil général / Chambre d'agriculture

Partenariats :

- CRPF-chambre d'agriculture : Animation auprès des propriétaires privés concernés
- Animateur CFT : Mise en place d'un outil de suivi, animation d'un groupe de travail opérationnel « desserte », lien vers les autres acteurs concernés
- Conseil général : Animation du comité de pilotage sur les points de conflits, intervention sur ce qui concerne la voirie
- ONF : Suivi des comités de pilotage et intervention lorsque les projets touchent des parcelles domaniales.
- *Lien CFT Sud-Isère : ORF A3*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : indirect

Lien Action Plan de Paysage : Direct

Coûts

10 à 25 jours de technicien CRPF dans le cadre du 1/3 temps CDDRA

Calendrier

Action à mener sur tout le temps de la charte

Références

« Schéma de desserte du Trièves », ONF, 2008, Charte forestière du Trièves

Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, titre V « Schémas d'accès départementaux »

Évaluation

Questionnements : Les modalités d'animation des projets de desserte sont-ils adéquat ? Quels sont les freins à l'émergence des projets de desserte ? Analyse des échecs de projets de desserte prioritaire

Indicateurs : Nb de projets de desserte, Linéaire de desserte réalisé

I.2 – Davantage mobiliser des volumes en bois

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Basse

Le potentiel forestier est sous exploité localement, malgré la qualité mécanique aujourd'hui reconnue des bois locaux. Le territoire du Trièves comprend plusieurs massifs forestiers identifiés dans le cadre du PPRDF Rhône-Alpes comme massif à potentiel forestier mais en sous exploitation (priorité 2).

Les besoins du territoire en bois-énergie sont de plus en plus importants et l'approvisionnement local n'est pas toujours assuré. Les territoires voisins, la METRO notamment, sont de plus en plus demandeurs de quantités importantes de bois-énergie et il est important que la filière locale se structure pour se positionner sur ce marché.

De nouvelles zones d'exploitation peuvent être ouvertes grâce au câble, permettant de soulager les zones exploitées habituellement, mais les entreprises d'exploitation par câble peinent à se développer du fait d'un vrai manque de visibilité dans le temps pour leur activité et du bilan mitigé des projets déjà expérimentés sur le territoire.

Sous-Actions

1. Étude de valorisation des forêts ne relevant pas du régime forestier, et exploitation des résultats par une sensibilisation des communes ayant un potentiel exploitable et la réalisation d'un plan simple de gestion.
2. Tirer les leçons des expériences d'exploitation par câble déjà réalisées sur le territoire pour mettre en place avec les acteurs de nouveaux projets opérationnels afin de les motiver à la mise en place pérenne de cette activité.
3. Faire émerger un plan-câble triennal pour la forêt publique, inspiré de l'expérimentation en cours sur le Sud Isère et autres territoires Rhône-alpins, afin de fidéliser des entreprises de câblistes et de leur donner une visibilité leur permettant d'investir et se former. Ce plan pourra être mutualisé à l'échelle Sud-Isère. Étudier la possibilité de valorisation des résidus de coupe en bois-énergie lorsque les conditions techniques le permettent
4. Travail auprès des agriculteurs, paysagistes, communes, Conseil général, ERDF/RTE, AREA pour la valorisation des sous-produits de coupe et entretien des haies en bois énergie.

Moyens

L'animateur CFT pourra s'appuyer sur différents partenaires pour la conduite de ces sous actions. L'exploitation de l'étude de valorisation des forêts ne relevant pas du régime forestier lui incombera directement avec l'appui technique de l'ONF. ONF et COFOR conduisent des opérations conjointes de développement du câble sur plusieurs territoires, les agriculteurs seront mobilisés via l'animation du projet SRC⁴ qui permettra d'identifier les besoins en terme de broyage.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Contractualisation avec une entreprise pour un bouquet de chantiers câbles sur le Trièves, ou mutualisé à l'échelle sud-Isère.

Plan d'exploitation bois énergie sur les forêts communales, valorisation d'au moins 50 ha.

Mise en place d'un ou plusieurs nouveaux circuits courts de valorisation des bois issus des activités agricoles ou d'entretien des espaces publics, dont la voirie.

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : Communauté de communes / ONF

Partenariats :

- communauté de communes : Animation auprès des communes pour l'exploitation du potentiel identifié dans l'étude forêts ne relevant pas du régime forestier, suivi des retours d'expérience sur

4 Short Rotation Crops, Taillis à rotations courtes

les plans câble triennaux dans le cadre des projets ONF/COFOR et le cas échéant, mise en place d'un plan triennal sur le Trièves. Animation du réseau des producteurs de bois énergie (dont agriculteurs, paysagistes) et étude des besoins d'équipement mutualisé pour mieux valoriser ce potentiel

- ONF : Ingénierie sur les forêts communales, animation du plan câble, participation à un chantier test pour valoriser les sous-produits de coupe en bois-énergie.
- COFOR : Appui méthodologique sur le plan câble
- CDDRA : Aide à l'animation et au financement d'investissements matériels collectifs
- Coforet, Chambre d'agriculture, agriculteurs, CG38 voirie, paysagistes/espaces verts, RTE (entretien lignes HTA et THTA), AREA : Identification des potentiels de bois valorisables en bois-énergie
- *Lien CFT Sud-Isère : OPE H, ORF J, orf g.* Le territoire du Sud-Isère est un territoire pilote pour les plans « câble » (action OPE H). A ce titre, nous sommes intéressés par les retours sur l'expérimentation en cours et ouverts à d'éventuels projets mutualisés.

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Lien Action Plan de Paysage : indirect

Coûts

Pour mémoire : Étude de potentialités des forêts communales ne relevant pas du régime forestier : 18000 € HT (LEADER/CDDRA), déposé en 2012, réalisation : 2014

Convention avec l'ONF pour l'accompagnement de l'émergence des plans Câble sur les territoires dans le cadre d'un projet porté par les Communes forestières et mobilisant des crédits CIMA.

Calendrier

Actions bois énergie à mener sur tout le temps de la charte.

Les actions câbles pourront être engagées après les premiers retours des territoires pilotes et analyse des expériences sur le territoire, une fois les aspects méthodologiques disponibles.

Références

« Plan d'approvisionnement territorial, un outil d'aide à la décision pour les élus du territoire », CDRA Alpes Sud Isère, 2010

Implication de la profession agricole aux côtés des forestiers dans l'approvisionnement bois d'un territoire, Mémoire de fin d'étude Agro-Paris Tech, Emmanuel Bonaimé, 2009

Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, titre V

Évaluation

Questionnements : L'action a-t-elle permis de valoriser de nouveaux gisements de bois-énergie ? Les communes ont-elles valorisé certaines parcelles de forêts non soumises ? Les coupes à câble se sont-elles développées ?

Indicateurs : Volume de bois vendu sur les surfaces concernées par ces démarches

I.3 – Accompagner les propriétaires publics et privés pour une meilleure gestion forestière

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Haute

Certains chantiers sont encore conduits de manière irrespectueuse des bonnes pratiques de gestion forestière et parfois même de la réglementation. Propriétaires privés et parfois publics doivent être sensibilisés pour garder la main sur l'exploitation de leur forêt pour en assurer la durabilité. Par ailleurs, le développement important du marché du bois-énergie peut entraîner une surexploitation de certains secteurs au détriment des enjeux environnementaux et paysagers.

Le morcellement de la forêt privée rend difficile et peu rentable l'exploitation forestière, le regroupement en association de gestion forestière est donc à encourager tout comme toute action permettant le regroupement foncier dans la forêt privée. A ce titre l'ASA de la Rouveyre peut permettre de démontrer les intérêts d'une association de propriétaires.

Pour autant, le projet de bourse foncière a montré ses limites lors de la charte forestière précédente, et d'autres moyens doivent être étudiés pour répondre aux enjeux du morcellement foncier. La solution d'une animation au porte à porte par des élus du territoire reste la plus efficace et pourra être mise en place sur des secteurs spécifiques à enjeux.

Les dégâts de gibier posent un véritable problème de régénération naturelle de la forêt, et rendent complexe toute nouvelle plantation. La sensibilisation des élus et propriétaires privés a commencé, elle doit être poursuivie et un travail d'animation auprès des représentants du monde de la chasse et des communes doit être conduit autour de la définition des plans de chasse.

Sous-Actions

1. Appui aux communes (aides, accompagnement) pour la réalisation des chantiers, sensibilisation des élus locaux sur les modes de gestion, Développement des ventes de « bois façonné » plutôt que « sur pied », réflexion sur une gestion mutualisée des forêts ne relevant pas du régime forestier.
2. Soutien aux expérimentations techniques d'exploitation forestière (protections gibier, traction animale, autres techniques de débardage...).
3. Accompagnement des structures privées de gestion forestière (ASA⁵ / ASLGF⁶), valorisation de leur action auprès des propriétaires non structurés.
4. Étude des moyens d'action pour lutter contre le morcellement foncier ; promotion du « droit de préférence » pour les propriétaires mitoyens et les communes, actions de sensibilisation des propriétaires et communes en lien avec les notaires. Identification des forêts « sans maître » et sensibilisation des communes pour les intégrer à leur domaine communal

A noter : Les actions concernant les dégâts de gibier sont traitées dans la fiche action III.3

Moyens

Délibérations de principe des communes pour leurs chantiers forestiers

La SAFER pourra être mobilisée pour accompagner les collectivités pour une veille foncière sur les biens vacants

Le Conseil Général de l'Isère pourra participer au financement pour les groupements de propriétaires et les actes notariés pour du remembrement forestier.

⁵ Association syndicale autorisée

⁶ Association syndicale libre de gestion forestière

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Délibérations de principe des communes pour leurs chantiers forestiers

Échange, achat public, de 20 ha de forêts.

Part de 30 à 50 % de ventes de bois façonné par rapport aux ventes de bois sur pied dans les ventes de bois communaux (0 à 30 % entre 2010 et 2013)

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / CRPF / ONF

Partenariats :

- La communauté de communes intervient auprès des communes pour les inviter à gérer leur patrimoine durablement. L'animateur CFT recherche des expériences pertinentes d'animation foncière sur d'autres territoires et évalue leur transférabilité sur le Trièves.
- Chambre d'agriculture et CRPF, dans le cadre de la convention qui le lie avec le CDDRA Alpes-Sud-Isère : accompagnement des propriétaires privés vers des regroupements associatifs.
- L'ONF et les COFOR apportent leur soutien technique
- la Région Rhône Alpes via le dispositif d'aide pour la gestion sylvicole sur la base des éléments de la Charte forestière du Trièves conditionne les aides à la gestion et à l'exploitation forestière à la conduite de chantiers certifiés PEFC
- Le Conseil Général de l'Isère apporte des crédits aux projets de groupements de propriétaires et un aide aux actes notariés.
- *Lien CFT Sud-Isère : OPE A, OPE B*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action Plan de Paysage : Direct

Coûts

Calendrier

Dispositif de sensibilisation des élus municipaux à mettre en place en début de charte et de mandat, étude du calendrier de renouvellement des plans de chasse pour intervenir de manière préventive auprès des communes concernées.

Évaluation

Questionnements : Quels outils fonciers ont émergé au service de l'exploitation forestière (regroupements, action foncière) ?

Indicateurs : Nb d'actions d'animation, de sensibilisation ou formation pour le regroupement foncier, Surface de forêt concernée par ces projets.

2. Valoriser

II.1 Développer la filière bois autour du pôle bois de Saint Michel Les Portes

Problématique - Enjeux - Objectifs

Priorité : Moyenne

Le pôle bois est le maillon charnière de la filière bois-construction et bois énergie. Son activité dépend de la demande aval qui permettra de dynamiser le marché du bois local en amont du pôle. Plusieurs opérateurs privés se sont impliqués autour de l'outil (la SVBT⁷ et Alp'Lignum sur l'aspect bois construction, et la SEML Bois-énergie du Trièves pour le bois énergie), permettant au pôle bois d'étendre sa gamme de produits sans se cantonner aux prestations de séchage qui trouvaient difficilement leur marché.

Les liens avec la demande en bois séché locale doivent être développés pour permettre la consolidation de l'unité de séchage du pôle et le développement de l'activité de la SVBT en difficulté.

Par ailleurs, la production d'énergie via les chaufferies bois-plaquettes reste le moyen le plus rentable économiquement et écologiquement de valoriser le bois-énergie. Ces équipements sont encore complexes à mettre en place et demandent un véritable engagement personnel pour les projets privés, et une mobilisation politique importante pour les projets collectifs. Le Trièves est déjà doté d'un réseau de chaufferies autant publiques que privées, mais le potentiel de développement de ces équipements reste important, en optimisation du taux de couverture bois et en développement des réseaux existants.

Sous-Actions

1. Mettre en place un outil de veille du marché local du bois à différentes étapes de sa transformation en intégrant les marchés de niche (bois d'œuvre sapin, épicéa, feuillus) et l'approvisionnement des chaufferies en place.
2. Accompagner les entreprises du pôle Bois et développer leur ancrage local.
3. Mettre en place / pérenniser un réseau de fournisseurs bois-énergie associant ONF et communes (dont les forêts ne relevant pas du régime forestier), privés, scieries, agriculteurs et la SEML Bois-énergie du Trièves.
4. Faire le bilan chiffré énergétique et financier des chaufferies bois publiques déjà implantées sur le territoire, ainsi que de quelques chaufferies bois privées, afin d'en tirer des recommandations pour les éventuels projets futurs
5. Étudier le potentiel de développement de chaufferies bois de manière ciblée dès 2014
6. Proposer une ou plusieurs journées d'action au niveau local avec des témoignages de privés et de communes sur leurs expériences et les économies réalisées grâce à l'implantation de chaufferies bois, en alertant sur les solutions techniques d'approvisionnement.

Les projets accompagnés et/ou soutenus le seront sous conditionnalité de bois sec et local

Moyens

L'étude du marché local et le bilan des chaufferies existantes pourra être conduite dans le cadre d'un stage ou en interne. L'accompagnement des entreprises est réalisé par les animateurs locaux (CFT et CDDRA) avec orientation des entreprises vers les dispositifs d'aide en place. L'animation du réseau bois énergie (offre et demande) pourra être conduite de manière conjointe avec l'animation du projet SRC+, par l'animateur CFT.

CIMA, FEDER, ADEME et Région pourront être mobilisés pour le co-financement de la construction de la filière bois-énergie.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

⁷ Société de valorisation des bois du Trièves

Une réelle marge d'optimisation des réseaux installés existe. En effet, nous avons estimé à 7GWh/an la production actuelle, alors que les chaufferies en place pourraient produire 10 GWh/an en fonctionnement nominal. De fait, pour 2020, nous pouvons fixer comme objectif 3 GWh d'optimisation des installations existantes (augmentation de l'utilisation des chaufferies existantes sous-utilisées, développement des réseaux existants), et 4,5 GWh/an de développement (objectifs TEPOS).

L'objectif du Pôle bois est de fournir un tonnage annuel de 15000 t de plaquettes forestières

Mise en œuvre/Partenariat

Mise en œuvre : communauté de communes / CDDRA

Partenariats :

- La communauté de communes : animation du réseau bois énergie, mise en place d'un observatoire du marché du bois local (dans le cadre d'un stage), encadrement de l'étude de potentialités ENR.
- Le CDDRA, les dispositifs régionaux, du massif alpin et européens : Accompagnement des entreprises et soutien financier de l'étude de potentialités
- AGEDEN : Étude de potentialité de développement de chaufferies bois sur le territoire (audit de toutes les communes, accompagnement des projets identifiés)
- Chambre d'agriculture : réalisation d'études et animation de terrain pour la mobilisation des agriculteurs : potentiel des espaces en déprise et accrus forestier, potentiel technico-économique des espaces agricoles, conditions de mobilisation, structuration
- COFOR : Organisation de journées d'information pour les élus.
- Partenaires bois-énergie : Pôle bois, ONF, entreprises, Chambre d'agriculture / agriculteurs, communes...
- *Lien CFT Sud-Isère : ORF J, OPE J*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Lien Action économique : Direct

Coûts

Étude de potentialités énergies renouvelables AGEDEN : 7300 €

Programmation

Étude de potentialités : Année 2014, avec les nouveaux élus

Observatoire du marché local : 2015-2016

Animation du réseau bois énergie : tout au long de la charte

Références

« Assistance à la commercialisation de bois de construction secs en circuits courts », Bois synergie consultants, 2010

« Plan d'approvisionnement territorial, un outil d'aide à la décision pour les élus du territoire », CDRA Alpes Sud Isère, 2010

« Plan Bois Énergie », département de l'Isère, AGEDEN, 2012

« Réseau de Producteurs Bois Energie Alpes Sud Isère », Chambre d'agriculture, COFORET

Évaluation

Questionnements : Le pôle bois est-il fonctionnel ? L'approvisionnement de chaufferies publiques en bois séché local est-il opérationnel ? La SVBT parvient-elle à commercialiser du bois séché ?

Indicateurs : Contrats d'approvisionnement signés suite à ces actions, Nb de chaufferies bois et réseaux de chaleur générés par ce projet, Puissance effective des équipements fonctionnant à partir de ces projets, volume de bois concerné par ces démarches.

II.2 – Accompagner les entreprises de la filière vers des projets mutualisés et des groupements d'entreprise soutenir la mise en place d'outils de 2^{de} transformation sur le territoire Alpes Sud Isère

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Haute

La filière bois aval est peu structurée et les outils de transformation représentent souvent des investissements lourds pour les TPE et PME du secteur. Nous notons aussi des difficultés de susciter des vocations pour le métier d'entrepreneur de travaux forestiers, et des difficultés pour les jeunes de trouver des contrats d'apprentissage.

Le travail en réseau et la mutualisation d'outils de production pourraient stimuler efficacement le marché local et ainsi dynamiser l'ensemble de la filière par la demande. De la même façon, l'organisation en groupement pour mutualiser certaines missions (gestions des RH, réponses aux marchés publics, commercialisation...),

Sous-Actions

1. **ETF⁸** : Réflexion sur des groupements d'entreprises pour recruter plus facilement sur des chantiers courts (type agence d'intérim). Développer une offre de formation technique sur le Bois énergie et le câble pour que les ETF soient d'avantage en mesure de conseiller techniquement les maîtres d'œuvre. Engager une réflexion sur la pluriactivité avec la MFR de Vif.
2. **Transformation** : Accompagner les entreprises vers des projets collectifs (mutualisation d'équipements, de portage de dossiers, d'investissements), par de la mise en réseau et un travail de médiation au porte à porte.
3. **Constructeurs** : Sensibiliser les entreprises aux systèmes constructifs adaptés à la ressource locale, le sapin notamment. Étudier le principe d'un groupement d'achat de bois d'œuvre.
4. Diffusion et accompagnement sur les dispositifs d'aide régionales comme le FRIS⁹, aide aux TPE de 1^{ere} et 2^{de} transformation, orientation vers les partenaires financiers (Conseil général, CDDRA, Feder massif, Feader,...)
5. Animation du réseau des entreprises de la filière, réflexion sur l'émergence d'un Cluster local, éventuellement à l'échelle d'alpes-Sud Isère

Moyens

- Se rapprocher d'autres territoires structurés pour la promotion du bois (Chartreuse par exemple)
- Mener des actions conjointes de mobilisation de la filière à l'échelle du Sud-Isère
- S'appuyer sur la commande publique et les actions en faveur de la rénovation pour mobiliser les entreprises sur des marchés concrets.
- Développer l'offre et la consommation de bois transformés avec un objectif de circuit court comme Bois des Alpes

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Maintien et développement des entreprises de la 1^{ère} et 2^{de} transformation (5 scieries en 2012, 31 entreprises de 2^{de} transformation)

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / CDDRA / ADETFI / Créabois / Pour Bâtir

⁸ Entrepreneurs de travaux forestiers

⁹ Fond régional d'intervention stratégique

Autrement / MFR de Vif

Partenariats :

- La communauté de communes anime la filière par des rencontres ciblées en porte à porte avec les entreprises pour tenter de répondre à leurs besoins d'accompagnement. Dans un second temps, animation de groupe de travail pour répondre aux besoins (groupements d'achat, actions de formation sur la gestion des ressources humaines, sur les marchés publics...).
- CDDRA : accompagnement méthodologique et financier
- La CMAI : Dans le cadre de sa convention avec le Conseil général, conseil et accompagnement des entreprises vers des projets de groupements et de mutualisation.
- Créabois, ADETFI et chambre d'agriculture, Pour Bâtir Autrement, MFR de Vif, et autres partenaires du conseil, de la formation et du marché du travail (La Fourmi, Agences d'Intérim...)
- *Lien CFT Sud-Isère : CFT3, ORF K*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : indirect

Lien Action Eco : Direct

Coûts

Calendrier

Tout au long de la mission d'animation de la CFT, avec un premier temps dédié à l'audition et la collecte des attentes des entreprises, puis la réponse à ces attentes.

Références

« Enquête filière bois en Alpes Sud Isère, liens entre les entreprises de 1ère et 2nde transformation », CDDRA, janvier 2012

Évaluation

Questionnements : Les entreprises locales parviennent-elles à s'organiser pour faciliter leurs conditions de travail et se développer dans un contexte économique tendu ?

Indicateurs : Nombre d'actions d'accompagnement des entreprises, nb d'entreprises bénéficiaires de ces actions.

II.3 – Développer la labellisation et la qualification mécanique des bois en intégrant les artisans et architectes à la réflexion, accompagner l'adaptation des entreprises aux réglementations thermiques 2012 et 2020

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Haute

La filière bois locale est peu utilisée dans la construction locale. Les artisans n'utilisent encore pas tous du bois séché malgré un contexte législatif de plus en plus exigeant. Les entreprises doivent par ailleurs évoluer pour répondre aux exigences des nouvelles réglementations en matière d'économies d'énergie.

La valorisation du bois-construction local dans un marché très concurrentiel passe par la création de valeur ajoutée, à mettre en lien avec la demande. Deux pistes de travail sur lesquels plusieurs réflexions ont été menées lors de la première charte sont identifiées :

- La labellisation « Bois des alpes » : Par cet outil de certification, les maîtres d'ouvrage publics ont la possibilité de faire appel à du bois local de manière simplifiée, entraînant la certification d'entreprises répondant aux marchés publics. Cela permet un effet d'entraînement intéressant à poursuivre.
- La qualification mécanique des bois : Alors que les caractéristiques mécaniques des bois commencent à être considérées par les architectes et les constructeurs, peu de scieries sont aujourd'hui en mesure d'assurer la résistance de leurs produits, ce qui entraîne une surconsommation de bois du fait de marges de sécurité dans la construction. Un projet d'équipement des scieries locales accompagné de communication auprès des architectes et constructeurs pourrait être une piste de valeur ajoutée aux bois locaux.

Sous-Actions

1. Diffuser auprès des maîtres d'ouvrage publics l'information sur l'intérêt de la démarche Bois des Alpes, notamment en terme de financements publics, et de procédures d'appel d'offre. Assurer une veille pour pouvoir intervenir en amont des projets de construction pour inviter les maîtres d'ouvrage à utiliser le matériau bois.
2. Sensibiliser et former les acteurs de la construction sur la réglementation thermique 2012 et ses impacts en terme de responsabilité (étanchéité à l'air notamment) et anticiper sur la RT 2020.
3. Sensibiliser les Maîtres d'ouvrage privés via les notaires au niveau du certificat d'urbanisme, travailler à l'évolution des documents d'urbanisme en rajoutant une notion de projet global
4. Poursuivre la réflexion sur la qualification mécanique des bois et la traçabilité par un chantier pilote, mobiliser les architectes locaux sur ces questions.

Moyens

Travail d'animation, de formation, de communication avec les outils institutionnels notamment (site et journal de la communauté de communes...).

Mobilisation de crédits CIMA et PSADER pour la diffusion du label « Bois des Alpes » et le soutien aux projets.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Augmentation du nombre d'entreprises labellisées « Bois des Alpes » (Scieries Nier et Parron en 2013, SVBT)

Mise en œuvre de trois chantiers « Bois des Alpes » sur le territoire

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / Partenaires

Partenariats :

- Communauté de communes : coordonne ou accompagne les interventions, définit le nouveau cadre paysager de l'urbanisme par de nouvelles recommandations architecturales, sensibilise les maîtres d'ouvrages
- COFOR 38/ Association « Bois des Alpes » : Organisent de nouvelles journées de formation à destination des nouveaux élus
- Créabois, Pour bâtir Autrement : Formation et sensibilisation
- CAUE : Sensibilisation et accompagnement des maîtres d'ouvrages
- AFTBM : conduit une expérimentation sur la traçabilité et la qualification mécanique des bois
- *Lien CFT Sud-Isère : CFT 3, OPE I*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Lien Action Plan de Paysage : direct

Lien Action Eco : Direct

Coûts

Accompagnement des élus pour de nouvelles recommandations architecturales : 26300 €

Communication spécifique : 3000 € en 2015

Calendrier

Assurer un rôle de veille sur les constructions publiques afin de sensibiliser les maîtres d'ouvrage sur la démarche Bois des Alpes.

Références

« Étude de caractérisation des bois du Trièves », AFTBM, 2010

Plaquettes « construire ou rénover, Les bonnes questions à se poser », documents de « recommandations architecturales » livré en 2014 à diffuser.

Évaluation

Questionnement : La construction bois est-elle intégrée dans la perception du paysage local ?
« Bois des alpes » devient-il un label incontournable ou reste-il marginal ?

Indicateurs : Nb d'actions d'animation pour l'utilisation du bois local dans la construction, volume de bois local utilisé dans les constructions publiques, nombre d'entreprises engagées dans la démarche.

3. Connaître

III.1 – Étudier l'impact des prélèvements de résidus de coupe pour le bois-énergie sur la régénération du milieu forestier

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Basse

Les rémanents forestiers sont les « déchets » de coupe (cime, branches d'un diamètre inférieur à 8 cm) laissés sur place après l'exploitation du bois. Leur abondance impose souvent une préparation du terrain avant reboisement. Ils peuvent constituer de 25 % à 50 % de la partie aérienne de l'arbre, soit un volume non négligeable lors de l'exploitation notamment quand elle se fait en coupe rase.

Cependant, le choix d'un mode de gestion des rémanents n'est pas sans conséquences pour l'écosystème. En effet, ceux-ci contiennent une quantité importante d'éléments nutritifs, qui, selon le mode de gestion et son influence sur les activités des micro-organismes du sol, peuvent être retenus ou perdus par l'écosystème. L'impact sur la biodiversité n'est pas facile à évaluer.

Un diagnostic s'impose pour savoir à quel type de sol et à quel niveau de récolte une baisse de la fertilité peut apparaître sur le long terme dans le cadre d'une sylviculture sans apport externe. De nombreux travaux existent et peuvent permettre d'identifier le potentiel local.

Sous-Actions

1. Établir un guide des bonnes pratiques pour l'utilisation des résidus de coupe pour du bois énergie dans le cas de la forêt Trièvoise et les éventuelles applications en fonction des modes d'exploitation (câble notamment) en formulant des recommandations techniques précises (besoins de desserte et de stockage, outillage...).
2. Dans la mesure où un potentiel de valorisation existe, s'appuyer sur un chantier test pour étudier la pertinence économique de cette valorisation et les différentes solutions concrètes de mise en œuvre.

Moyens

Travail de compilation d'études, ingénierie, puis suivi d'un chantier test en forêt publique

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Définir un cadre opérationnel en fonction du potentiel identifié.

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / organisme de recherche

Partenariats :

- La communauté de communes anime un groupe de travail
- Un organisme de recherche est mobilisé pour compiler les données existantes et les appliquer à la forêt locale (type IRSTEA)
- L'ONF intervient pour du conseil sur la partie opérationnelle
- Commune ou propriétaire pour la maîtrise d'ouvrage d'un chantier test.

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Coûts

Calendrier

Étude 2015, chantier test le cas échéant : 2016-2017

Références

« La récolte raisonnée des rémanents en forêts » Adème, 2008

« Rapport Bio 2, Biomasse et biodiversité forestière », MEDDE, 2009

Une étude d'impact sur les sols a été réalisée dans les Chambarran

Évaluation

Questionnement : Les résidus de coupe commencent-ils à être valorisés dans les chantiers forestiers locaux ?

Indicateurs : Nombre d'actions d'animation de la démarche

III.2 – Étudier l'impact des systèmes de taillis à rotation courtes et leur potentiel local

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Basse

Les taillis à rotation courte apparaissent comme une opportunité pour l'approvisionnement en bois énergie et la valorisation de friches agricoles. Pour autant, ces pratiques s'accompagnent souvent de contraintes environnementales fortes, d'autant plus qu'elles sont économiquement peu rentables sauf en mécanisant lourdement les exploitations.

Pour autant, ces pratiques peuvent répondre à des problématiques locales ciblées (terrains situés sous les lignes à haute tension, par exemple, terrains de protection de zones en glissement de terrain, déprise agricole) et pourront faire l'objet d'une étude approfondie prenant en compte les impacts sur la biodiversité et le paysage.

Il est à noter qu'à l'instar des bio-carburant, seront exclus tout projet de taillis à rotation courtes réalisés sur des terres agricoles. Les projets présentant une démarche de régression sylvicole (passage de futaie ou taillis sous futaie au taillis simple par exemple) seront également exclus.

Sous-Actions

1. Projet d'animation locale multi-acteurs en coopération européenne : SRC+. Échanges d'expériences entre différents pays européens
2. Travaux de recherches sur les processus agricoles potentiellement mis en œuvre pour garantir rentabilité et préservation de l'environnement.
3. Mise en place d'un ou plusieurs chantiers test

Moyens

Animation, études, expérimentation, formation et information des acteurs de la filière

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Mettre en place une ou plusieurs parcelles expérimentales de taillis à rotation courte pour une surface d'au moins 3 ha

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes

Partenariats :

- Agriculteurs : cibles de l'animation, recherche de volontaires pour des chantiers test
- Chambre d'agriculture : réalisation d'études et animation de terrain: potentiel des TCR en espace agricole en Sud Isère, gestion optimal du foncier agricole, situation juridique et foncière, organisation et gestion foncière, valorisation et rentabilité de la production, lien et cohérence environnementale
- Communes : Le cas échéant mise à disposition de forêts ne relevant pas du régime forestier
- Réseau Bois énergie : partage d'expérience, concertation
- MFR : formation des acteurs
- SEML Bois-énergie du Trièves : exploitation des produits de taillis à rotation courte
- Réseau européen d'échange « Intelligent énergie IEE » : Les régions cibles du projet SRCplus sont situés dans 7 pays: la région Haute-Bavière / Achantal Comtés (Allemagne), Osječko-Baranjska et Vinkovačko-Srijemska en Croatie orientale(Croatie), Vidzeme (Lettonie), Zlin (République tchèque), la Macédoine centrale Makedonia (Grèce) et de Prespa (Macédoine). La Suède est le pays dit de « bonnes pratiques » qui s'engage à transmettre ses savoir-faire et expériences vers les régions cibles.
- Une association environnementale pour étudier l'impact de ce type de culture

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Lien Action Plan de Paysage : Direct

Coûts

Projet SRC+ : 101 200 €, dont une subvention européenne de 75 900 €

Calendrier

D'avril 2014 à avril 2017

Références

Évaluation

Questionnement : Les taillis à rotation courtes sont-ils une réponse à l'augmentation de la demande en bois énergie ? Représentent-ils un potentiel de développement de la pluriactivité des agriculteurs ? Existe-t-il un réel potentiel d'une telle filière sur le Trièves ?

Indicateurs : Surface concernée par la démarche, nb d'étude environnementale en lien avec la démarche, Nb de personnes bénéficiaire de l'action

III.3 – Étudier les questions de repeuplement en forêt publique et les impacts du gibier, faire le relais de préconisations auprès des communes.

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Moyenne

Les dégâts de gibier se manifestent de façon très visible par de l'abroustissement (jeunes tiges coupées et arbustes qui prennent une allure buissonnante) et de l'écorçage (arrachage d'écorce, principalement en fin d'hiver). Ils se traduisent également de façon insidieuse par une modification de la composition du sous-bois et disparition des espèces les plus appétentes : les semis de sapin sont ainsi très appréciés disparaissent au profit de l'épicéa ou des pins moins mangés.

L'abondance de cervidés oblige de façon quasi totale en France à la protection chimique ou physique des plantations de feuillus nobles (érables, frênes, merisiers), voire de résineux appétents (mélèzes) ce qui à l'heure actuelle est un frein économique majeur.

Plusieurs placettes-témoins ont été mises en place sur des forêts communales entre 2010 et 2013, leur suivi pourra apporter de nouveaux éléments au cours de la charte.

Sous-Actions

1. Travailler avec la fédération de chasse et l'ONCFS pour initier un partenariat autour du renouvellement des plans de chasse afin de faire valoir les intérêts de la forêt, à savoir le renforcement des plans de chasse du cerf et du chevreuil.
2. Process à mettre en œuvre pour proposer des alternatives de gestion et exploitation (gestion irrégulière, rémanents laissés sur place...) en faisant le lien entre la présence du gibier et la sylviculture
3. Journée de sensibilisation à organiser auprès des propriétaires privés et publics (réalisées en 2013, à reconduire pendant la charte), en s'appuyant sur une scénarisation à long terme des impacts des dégâts de gibier sur la ressource forestière. Des rencontres chasse forêt pourront aussi être mises en place pour faciliter le partenariat.
4. Dispositif de placettes de suivi à mutualiser avec la CFT Sud Isère. Un premier suivi pourra être envisagé au bout de 5 années d'installation.

Moyens

Animation, sensibilisation des propriétaires forestiers, études.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Prise en compte des enjeux forestiers dans le renouvellement des plans de chasse

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / CRPF / ONF

Partenariats :

- communauté de communes : Action de conseil auprès des communes, veille sur le renouvellement des plans de chasse et liens avec les ACCA et l'ONCFS pour étudier des solutions pratiques
- COFOR : Journées d'information des élus
- CRPF : Conseil aux propriétaires privés
- ONF : Étude de l'évolution de la ressource en bois-construction, organisation de placettes témoins
- *Lien CFT Sud-Isère : ORF I*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : indirect

Lien Action Plan de Paysage : Direct

Coûts

Calendrier

Journées de formations organisées en 2013, à reconduire en 2015-2016

Mobilisation des élus de manière ciblée en fonction du calendrier de renouvellement des plans de chasse

Références

Évaluation

Questionnement : Les plans de chasse ont-ils été augmentés de manière significative ?

Indicateurs : Nb d'action de régulation de l'équilibre sylvo-cynégétique, nb de personnes bénéficiaires de ces actions.

4. Encourager

IV.1 – Valoriser le potentiel sylvo-touristique du territoire

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Basse

Engagée dans une démarche écotouristique, le territoire a de nombreux atouts existants à valoriser, dont de nombreuses offres sylvo-touristique qui manquent souvent d'animation.

La première charte forestière a comporté un volet sylvo-tourisme ambitieux qui a poussé l'opérateur principal, la Maison du Mont Aiguille, à étudier les modalités de mise en œuvre d'un réseau de propositions touristiques réunies dans un projet global : « La route du bois et ses itinéraires croisés »

L'intérêt de cette étude consiste en la mise en réseau de produits (itinéraires balisés, offre de loisir, patrimoine local, sensibilisation...) autour de la question du bois et de l'énergie et d'en assurer une promotion globale.

Restée au stade d'étude, cette proposition doit passer en phase opérationnelle.

Par ailleurs l'atelier du 9 avril 2013 a fait ressortir l'importance d'une mise en cohérence de l'ensemble des projets de sensibilisations menées par les différents acteurs pour plus d'efficacité des différents dispositifs, pour l'instant souvent confidentiels.

Sous-Actions

1. Un important travail d'animation doit être mené pour faire émerger une offre cohérente de sensibilisation à l'environnement. Cette mission n'est réalisable qu'avec le concours de la communauté de communes (services environnement et tourisme) pour assurer la cohérence de la démarche avec le projet touristique local, et en associant les partenaires privés.
2. Accompagnement des acteurs privés pour un développement de l'offre de tourisme nature de moyenne montagne avec des investissements permettant d'étendre la saisonnalité et de diversifier les produits.
3. L'offre sylvo-touristique doit faire l'objet d'un outil de valorisation et de communication permettant de faire connaître le territoire et d'alimenter des dispositifs de promotion tels que « détours dans les Alpes »
4. Sensibiliser les Maires sur les questions d'accès motorisé, tendre vers une homogénéisation des règlements communaux et communiquer.

Moyens

Un important travail de mise en réseau des acteurs du tourisme et de la filière bois.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Émergence d'un produit global évolutif et d'un dispositif de promotion

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : associations / communauté de communes

Partenariats :

- Maison du Mont Aiguille et Trièves tourisme travaillent à l'émergence d'une nouvelle structure susceptible de porter l'événement « Quelle Foire » autour de la thématique du bois en 2014 et à plus long terme la valorisation de l'étude « La Route du Bois et ses itinéraires croisés », étude qui s'appuie elle-même sur un dense réseau d'acteurs.
- La communauté de communes intervient en accompagnement de cette mission vers l'obtention de financements et de lien vers l'ensemble des acteurs de la filière bois.

Maison du Mont Aiguille Vercors-Trièves et autres associations touristiques

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : indirect

Lien Action Plan de Paysage : indirect

Lien Action Eco : Direct

Coûts

Année 2014 : 29600 € pour la valorisation de la filière bois autour de l'événement Quelle Foire 2014.

Calendrier

Réalisation d'un premier cycle d'animations porté par un collectif d'association autour de l'événement « Quelle Foire 2014 » sur la thématique du bois.

Références

Étude « Route du bois et ses itinéraires croisés », Maison du Mont Aiguille, 2013

La CFT de Tarentaise a mis en place un dispositif de communication sur les loisirs motorisés en forêt

Évaluation

Questionnement : Le Trièves dispose-t-il d'une offre cohérente et valorisée de sylvotourisme ?

Indicateurs : Nombre d'actions d'animation, sensibilisation, formation pour les loisirs et le tourisme en forêt, Nb d'actions de mise en réseau et d'appui au développement d'une offre touristique en forêt.

IV.2 – Former les habitants à la maîtrise de l'énergie, et à la bonne utilisation du bois énergie, en s'appuyant sur le tissu associatif local et le jeune public

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Moyenne

Le chauffage au bois est souvent source de pollution locale lorsqu'il est mal utilisé.

L'habitat Trièvois est très énergivore et les techniques de bois-construction sont une bonne réponse aux enjeux de la rénovation. En effet, outre un bilan carbone bien meilleur que celui des autres matériaux concurrents, le bois a de réels avantages en terme de confort (régulation hydrique) et de résistance mécanique et au feu. Pourtant, la construction bois reste minoritaire sur les bâtiments d'habitation et très marginale pour les bâtiments d'activité.

Par ailleurs, la ressource en bois feuillus est limitée et longue à se régénérer. Il est important qu'un développement de l'utilisation du bois bûche s'accompagne d'un effort important sur le rendement de son utilisation pour conserver un niveau d'exploitation à peu près constant.

Sous-Actions

1. Inciter au renouvellement des appareils de chauffage, en conditionnant les aides au label Flamme verte 5 étoiles ou équivalent.
2. Développer la sensibilisation à la bonne utilisation des poêles bois-bûche (éviter l'utilisation « au ralenti », utiliser du bois sec, adapter le conduit, ramoner régulièrement...), sensibiliser le public averti à l'utilisation des résineux en bois de chauffage, afin d'éviter la pression sur la ressource en feuillus. Intégrer la notion de qualité de l'air dans tous les outils de communication.
3. Étudier la possibilité de mise à disposition de terrains (ONF sur Monestier de Clermont, CG38 sur Mens) pour permettre aux utilisateurs de bois bûche de faire sécher leur bois. Poursuivre la démarche d'animation en étudiant un principe de commande groupée, et éventuellement la mutualisation de matériel (remorque par exemple).
4. S'appuyer sur les compétences locales pour faire du diagnostic et conseil sur les projets de rénovation

Moyens

- Animation, mise en place d'un dispositif de conseil local sur la maîtrise de l'énergie, la rénovation et la promotion du bois-énergie pour les particuliers, vers une plateforme de rénovation. Déployer les aides à la rénovation localement grâce à un dispositif du type OPAH¹⁰, en orientant ces travaux vers des entreprises locales.
- Mise en place de dispositifs de sensibilisation grand public comme « famille à énergie positive », et « école à énergie positive », et d'ateliers pour les jeunes via les centres de loisirs et les temps périscolaires
- Actions de sensibilisations portées par Pour Bâtir Autrement et Trièves en Transition autour de « Quelle Foire en 2014 »

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Augmentation du bois-énergie pour les particuliers : développement de 20 % de cette source d'énergie en optimisant son utilisation et son rendement, n'augmentant que marginalement l'impact sur la consommation en bois local (objectif TEPOS).

Rénovation thermique de 300 logements (objectif TEPOS)

10 Opération Programmée d'amélioration de l'habitat

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / Pour Bâtir Autrement / AGEDEN

Partenariats :

- Communauté de communes : Via le projet TEPOS, mise en place d'une plate-forme de rénovation et d'un dispositif de sensibilisation des habitants pour la maîtrise de l'énergie et l'utilisation du bois-énergie. Proposition éventuelle d'aides à la rénovation et à l'équipement d'appareil de chauffage performant (dispositif OPAH ou apparenté), lien avec le service scolaire pour la sensibilisation des jeunes (EMALA).
- Pour Bâtir Autrement-AGEDEN-Trièves en Transition : Conseil sur l'énergie dans les projets de rénovation, accompagnement pour la bonne utilisation des appareils de chauffage. Animation des projets famille à énergie positive et école à énergie positive.
- CAUE – Habitat et développement : Conseil pour la rénovation
- Communes : s'appuyer sur les réseaux communaux d'affouage pour diffuser l'information.
- Conseil général Territoire :

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action TEPOS : Direct

Coûts

Calendrier

Tout au long de la charte

Références

Charte « bois d'ici » éditée par Créabois.

Retours d'expériences : AMAP¹¹ Bois-bûche, réseau Relier, alternatives forestières

Évaluation

Questionnement : Les habitants du Trièves ont-ils été sensibilisés aux enjeux énergétiques et à la bonne utilisation du bois-énergie?

Indicateurs : Nb d'action d'animation sensibilisation, formation sur le chauffage au bois. Nb de personnes bénéficiaires de ces actions.

11 Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

IV.3 – Valoriser le rôle environnemental de la forêt

Problématique – Enjeux – Objectifs

Priorité : Moyenne

Il n'y a qu'un petit Espace Naturel Sensible en Trièves (et en Sud Isère en général), pourtant ce dispositif est un vrai outil de sensibilisation bénéficiant de surcroît d'une promotion départementale importante. Plusieurs secteurs ont été inventoriés comme ENS potentiels, dont certains tout ou partie couverts de forêt.

Le rôle environnemental des vieilles forêts a par ailleurs fait l'objet d'une étude de la FRAPNA lors de la CFT1, sur laquelle il est possible de s'appuyer, ce travail étant actuellement prolongé par la création d'outils de médiation du projet (livret, exposition)

La forêt Triévoise remplit historiquement un rôle de protection face aux aléas naturels. En vieillissant, le couvert forestier est composé d'arbres plus gros, avec peu de renouvellement, perd son efficacité de protection et peut générer des risques naturels sur des secteurs habituellement protégés. Plusieurs routes ou équipements peuvent être vulnérables, une gestion sylvicole adaptée permettrait de consolider la fonction de protection de la forêt.

Sous-Actions

1. Étudier la mise en place d'un ENS forestier (tout ou partie) en partenariat avec une commune du Trièves et l'ONF
2. Valoriser l'étude de la FRAPNA par la création d'un livret et d'une exposition, et l'organisation de conférences et visites.
3. Création d'un cycle d'activité « forêt et environnement » dans les activités périscolaires des écoles du Trièves dans le cadre de la réforme de rythmes scolaires
4. Proposer l'intégration de parcelles forestières dans le réseau FRENE (notamment lors de la mise en place de documents de gestion) afin de préserver des îlots de sénescence, réservoirs de biodiversité pour les forêts environnantes. Inviter les communes à inscrire leurs forêts comme réserve biologique en s'appuyant sur l'exonération de taxe sur le foncier non-bâti.
5. Identifier les secteurs comportant un enjeu risque naturel fort et proposer des recommandations de gestion et mobiliser les propriétaires publics et privés pour l'application des recommandations.

Moyens

La FRAPNA porte le projet de valorisation des Vieilles forêts du Trièves (Edition, événementiels, création de l'exposition), la CCT participe à l'organisation et fait vivre l'exposition pendant la durée de la Charte.

L'animateur CFT identifie la possibilité de création d'un ENS forestier et accompagne la commune volontaire le cas échéant.

Objectifs à atteindre sur la période 2014-2020

Création d'un Espace Naturel Sensible forestier.

Mise en place de projets de sensibilisation du rôle environnemental de la forêt auprès des scolaires et du grand public, expositions, sorties, projections... (5 événements au cours de la Charte).

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes / FRAPNA / Conseil général

Partenariats :

- La communauté de communes accompagne l'émergence d'éventuels projets d'ENS forestier, fait le lien avec les bibliothèques et scolaires via l'EMALA, et dans le temps périscolaire pour faire vivre l'exposition sur les vieilles forêts.
- FRAPNA : Valorisation du travail d'étude sur les vieilles forêts par l'édition d'un livre illustré, l'organisation d'événements de sensibilisation, la création et la mise à disposition d'une exposition sur le rôle environnemental de la forêt.
- L'ONF : Aide à l'identification de sites potentiels pour un ENS, participation au cycle de sensibilisation des scolaires.
- RTM : Accompagnement du travail sur les forêts de protection
- Conseil général : Accompagnement via le dispositif ENS
- Communes : Partenaires pour la création d'ENS
- *Lien CFT Sud-Isère : OPE J, OPE K, ORP C*

Liens avec la stratégie locale de développement

Lien Action Plan de Paysage : Direct

Coûts

Rôle environnemental des forêts : Environ 20000 €, cofinancés par le CDDRA, le programme LEADER, et le conseil Général

ENS : A définir entre commune, CCT et Conseil général.

Calendrier

Focus en 2014 en lien avec « Quelle Foire » notamment, réutilisation de l'exposition tout au long de la Charte pour des actions de sensibilisation.

Création de l'ENS : étude d'opportunité par la CCT en 2015.

Références

Étude Vieilles forêts de la FRAPNA

Réseau Frêne

Dispositif « La forêt m'a dit », « Mon ami l'arbre »

Réseau des chartes forestières : dispositifs d'animation scolaire

Évaluation

Questionnement : Le rôle environnemental de la forêt est-il valorisé ?

Indicateurs : Nombre d'actions d'animation, sensibilisation, formation pour la préservation de l'environnement en forêt, Nb d'actions d'accompagnement pour la préservation de l'environnement en forêt, nb de personnes bénéficiaires de ces actions.

5. Animer et évaluer la charte forestière du Trièves

Problématique – Enjeux – Objectifs

Au cœur d'enjeux complexes et diversifiés, la forêt Triévoise représente un atout économique local fort qui repose sur des filières fragiles. Les nombreux acteurs du secteur travaillent parfois de manière cloisonnée et une animation spécifique est nécessaire pour répondre à certains enjeux.

La communauté de communes, au titre de ses compétences « développement économique » et « aménagement du territoire » notamment, se propose d'assurer ce travail d'animation autour d'une stratégie concertée, le Charte forestière.

Sous-Actions

1. Animer le comité de pilotage de la Charte forestière.
2. Impulser et assurer le suivi des actions
3. Mettre en place des outils de communication sur la charte forestière et ses actions
4. Conduire le travail d'évaluation de la charte en s'appuyant sur l'outil d'évaluation mis en place par les communes forestières.

Moyens

La mission d'animation générale de la CFT pourra reposer sur un chargé de mission à temps plein pour les trois premières années de la charte forestière, incluant la mission de suivi du projet Européen SRC+. Ainsi, nous évaluons à un mi-temps le travail sur le bois énergie, servant autant la stratégie forestière que le projet « Territoire à énergie positive ».

Un bilan d'activité annuel sera transmis à la région au 1er avril.

Mise en œuvre/partenariats

Mise en œuvre : communauté de communes

Partenaires représentés au comité de pilotage : cf. annexe 1

Coûts

La mission d'animation est évaluée à environ 35000 € annuels, cofinancés par le FEADER et la Région via le CDDRA.

L'année 2014 fera l'objet d'un montage différent : du fait des incertitudes concernant le FEADER, une aide exceptionnelle à l'animation (si besoin) sera sollicitée auprès du Conseil général de l'Isère.

Calendrier

L'animation de la charte telle que définie ci-dessus est programmée pour une durée de 3 ans, d'avril 2014 à avril 2017. Sa reconduction pour les trois années sera étudiée au terme de cette période, en fonction des aides mobilisables notamment.

Hiérarchisation des actions

Ces éléments sont issus d'une collecte des priorités des personnes présentes et excusées lors du comité de pilotage du 28 février 2014


Action	Prioritaire	Non prioritaire	total	Niveau de priorité
Exploiter				
I.1 – Améliorer la desserte, dans la continuité du schéma existant	4	3	1	moyenne
I.2 – Mobiliser davantage de bois	1	1	0	basse
I.3 – Accompagner les propriétaires publics et privés pour une meilleure gestion forestière	6	1	5	Haute
Valoriser				
II.1 Développer la filière bois autour du pôle bois de Saint Michel Les Portes	3	0	3	moyenne
II.2 – Accompagner les entreprises de la filière vers des projets mutualisés et des groupements d'entreprise	5	1	4	Haute
II.3 – Développer la labellisation et la qualification mécanique des bois et l'adaptation aux RT	4	0	4	Haute
Connaître				
III.1 – Étudier l'impact des prélèvements de résidus de coupe pour le bois-énergie sur la régénération du milieu forestier	2	2	0	basse
III.2 – Étudier l'impact des systèmes de taillis à rotation courtes et leur potentiel local	0	1	-1	basse
III.3 – Étudier les questions de repeuplement en forêt publique et les impacts du gibier	4	1	3	moyenne
Faire découvrir				
IV.1 – Valoriser le potentiel sylvo-touristique du territoire	1	6	-5	basse
IV.2 – Former les habitants à la maîtrise de l'énergie, et à la bonne utilisation du bois énergie	4	1	3	moyenne
IV.3 – Valoriser le rôle environnemental de la forêt	2	1	1	moyenne

Priorité haute : >2
 Priorité moyenne : <1,2,3>
 Priorité basse : <1

Annexe 1: Composition du comité de pilotage

ADETFI
AFTBM
AGEDEN
Association des Communes Forestières de l'Isère
Chambre d'Agriculture de l'Isère
Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble
Chambre de Métiers de Grenoble
Chambre Syndicales des Marchands de bois et Scieurs de l'Isère
Comité Départemental du Tourisme
Communauté de Communes du Trièves
Conseil Général de l'Isère
Conseil Local de Développement Alpes-Sud Isère
Contrat de Développement Durable Rhône-Alpes Alpes Sud Isère
Créabois ISERE
CRPF
DDT Isère
DREAL
Fédération de la Randonnée en Isère
Fédération de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique
Fédération Départementale des Chasseurs de l'Isère
Fédération des Alpages de l'Isère
FRAPNA
Maison Familiale Rurale de Vif
ONF
Parc Naturel Régional du Vercors
Pour Bâtir Autrement
Région Rhône-Alpes
Schéma d'Aménagement de la gestion des Eaux
Direction Départementale d'Incendie et de Secours
SEML Bois-énergie du Trièves
Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs de l'Isère
Syndicat des Trufficulteurs de l'Isère

.Annexe 2: Plan d'action de la CFT Sud Isère



CFT 1	Animation de la Charte Forestière de Territoire
CFT 2	Suivi et évaluation de la Charte forestière de territoire
CFT 3	Aide à la maîtrise d'ouvrage bois et appui technico-économique des entreprises
CFT 4	Concertation sur la mobilisation des bois sur les massifs du Senepy et du Connex
CFT 5	Communication de la Charte Forestière de territoire
CFT 6	Veille sur les initiatives, appels d'offres et programmes de recherche
Opérationnel A	Forêt publique – forêt privée, mieux communiquer pour mobiliser et valoriser les bois
Opérationnel B	Regroupement des propriétaires pour passer à l'action en forêt privée
Opérationnel C	Sensibilisation des propriétaires forestiers et outil collectif de contact des propriétaires
Opérationnel D	Réorganisation foncière en forêt : incitation et créations d'unités de gestion
Opérationnel E	Contractualisation des volumes bois-énergie locaux pour les chaufferies collectives
Opérationnel F	Appui au développement d'une offre locale en bois-énergie
Opérationnel G	Équipement en chaufferies collectives bois
Opérationnel H	Consolidation de l'exploitation forestière en zone de pente
Opérationnel I	Construction de bâtiments en bois local
Opérationnel J	Inventaire des vieilles forêts du Sud Isère
Opérationnel K	Cycle de sensibilisation « les différentes facettes de la forêt »
Orphelin A	Études et réalisations de desserte
Orphelin B	Communication sur l'usage des routes et pistes forestières par les véhicules à moteur
Orphelin C	Renouvellement des forêts à rôle de protection pour la RN 85 et autres routes
Orphelin D	Dynamiser la gestion sur les zones de risques
Orphelin E	Appui au repérage des limites en forêt privée
Orphelin F	Développement d'une filière « sciage de feuillus à forte valeur ajoutée »
Orphelin G	Requalification paysagère des zones enfrichées autour des hameaux
Orphelin H	Sensibilisation des propriétaires publics et privés sur la biodiversité en forêt
Orphelin I	Placettes de suivi des menaces sur la forêt
Orphelin J	Pérennisation du réseau de producteurs bois-énergie
Orphelin K	Confortement du tissu d'exploitants forestiers

